

SATAN CONTRE SATAN (actualisé au 31 08 06)



Le conflit libanais, vitrine de la Croisade IRAN contre USA

Le Hezbollah n'est rien d'autre que la vitrine de Téhéran dans la guerre qu'un certain nombre de pays musulmans ont déclaré au monde occidental dans son ensemble. A l'instigation de son président Ahmadinejad, l'Iran s'était enfoncé dans une confrontation avec les pays occidentaux qui rendait crédible une menace réciproque assortie de la part de Téhéran d'un chantage au nucléaire qui se poursuit.

Dans plusieurs discours enflammés, le jeune président islamiste de l'Iran s'était opposé à la communauté internationale au nom de l'ensemble des pays islamiques qu'il tentait de rallier sous sa bannière religieuse et politique. Mais la plupart des pays du Proche-Orient se sont bien gardés d'approuver ou de désapprouver l'intransigeance de Téhéran, chacun préférant regarder midi à sa porte et porter sur la situation d'ensemble, y compris sur le problème israélo-palestinien, un regard lié aux incidences possibles pour eux –mêmes d'une interférence qui heurte les sentiments nationaux.

La Jordanie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Pakistan, voire la Malaisie ou l'Indonésie ne sont pas les adeptes du même Islam, ou comme le précisait un journaliste indonésien, " **...il existe un Islam légaliste et un Islam mystique...** " Or les plus radicaux d'entre les islamistes tendent à privilégier une lecture non interprétative du Coran dont beaucoup de recommandations pratiques de la vie quotidienne étaient liées à des comportements sociologiques d'une époque passée et révolue. Le clivage légaliste/mystique croisé avec la fracture chiite/sunnite n'aide pas à promouvoir une unité d'action du monde musulman. Loin de contribuer à rassembler les initiatives, le chantage iranien au nucléaire avait pris décidément une tournure inquiétante dans la mesure où Téhéran affichait sa détermination à poursuivre son programme d'enrichissement de l'uranium en liant ce problème au soutien aux palestiniens les plus radicaux. ainsi qu'à celui du Hezbollah libanais.

De leur côté, les Etats-Unis et l'Europe sont parvenus à convaincre la Russie et la Chine d'accepter le transfert du dossier nucléaire iranien au Conseil de Sécurité des Nations Unies sous réserve que l'instance des « Grands » ne trancherait pas sur ce dossier avant un mois. L'administration de G.W. Bush a aussitôt interprété l'accord des Russes et des Chinois comme un « ras le bol » de la Communauté Internationale, après la rupture des scellés de l'usine de Natanz, apposés par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique de Vienne (AIEA). La résolution de consensus adoptée qui visait à prévenir toute confrontation, était repoussée par le représentant iranien à Bruxelles. Celui-ci ne faisait que reprendre les arguments du Président Ahmadinejad exposés le 5 janvier dans un discours prononcé au temple de Hazrat-e-Masouneh à Qom, la ville sainte du Chiisme. Selon l'agence iranienne de presse, IRNA, le président Ahmadinejad notait que les Occidentaux, prompts à accuser l'Iran d'utiliser les technologies nucléaires à des fins militaires, n'apportaient aucune preuve quant aux intentions de Téhéran. Il réaffirmait au contraire que l'Iran utiliserait ces technologies dans les domaines de l'agriculture, de la médecine, de l'énergie ainsi que dans tous les secteurs industriels du futur. Suivaient de virulentes attaques contre les Occidentaux coupables de vouloir priver l'Iran de ses droits inaliénables et de soutenir « les criminels sionistes »...

Faut-il s'affoler devant l'intransigeance iranienne relayée par des manifestations de masse et par l'offensive du Hezbollah, à la suite de ce qui est considéré comme des provocations occidentales comme la publication des caricatures de Mahomet par un journal Danois ?

Avant les offensives du Hezbollah et de la réponse du gouvernement israélien, les Américains pensaient qu'il n'y avait pas péril en la demeure. Le directeur américain du Renseignement, John D. Negroponte, avait affirmé que les Iraniens mettraient encore quelques années avant d'arriver à un résultat concret significatif. Si Abdul Qadeer Khan, l'ingénieur pakistanais artisan de la bombe nucléaire de son pays, avait permis aux Iraniens l'acquisition de plans, de prototypes et d'équipements, à la fin des années 80, Téhéran était encore loin de pouvoir fabriquer les composantes d'une bombe. La source technologique pakistanaise s'était en effet tarie au milieu des années 90, à la suite d'une controverse, vraisemblablement d'argent ou d'acquisition de technologies avancées. Les inspecteurs de l'AIEA avaient cependant découvert au cours de leurs inspections que les plans fournis par

le Pakistan indiquaient clairement qu'ils étaient liés à la conception et à la fabrication de composantes d'armements nucléaires.

Les Américains et les Occidentaux iraient-ils jusqu'à entreprendre une action militaire ?

Compte tenu des engagements actuels de l'Amérique, notamment en Irak et en Afghanistan, cette hypothèse n'est pas à l'ordre du jour. Cependant, s'il était acquis que l'Iran possède la bombe, donc des capacités d'attaque et de riposte nucléaire, un équilibre stratégique fragile serait rompu au Proche-Orient. Il n'est donc pas étonnant que la rupture des scellés des usines de Natanz et d'Ispahan, décidée par Téhéran, ait été sévèrement critiquée par les Européens. Le président français, Jacques Chirac a parlé d'erreur grave. Le ministre allemand des Affaires Etrangères, Frank-Walter Steinmeier affirmait que l'Iran envoyait un signal désastreux.

De son côté, l'Agence Iranienne de Presse rapportait une déclaration de Muhammed Saeedi, directeur adjoint de l'agence nucléaire du gouvernement de Téhéran : ... » Nous faisons une différence entre la recherche sur le combustible nucléaire et la production de ce combustible... » Cette subtile distinction sera-t-elle suffisante pour rendre crédible la parole et les intentions pacifiques de l'Iran, alors que son président a appelé à la destruction d'Israël?

Rien n'est moins sur. d'autant plus que dans un discours télévisé à la nation iranienne, le 11 avril, le Président Ahmadinejad s'est écrié avec fierté, devant un parterre de généraux de notables religieux et politiques: L'Iran a rejoint le club des nations nucléaires. Ce n'est pas tout à fait vrai. Les experts de l'AIEA estiment que la bombe atomique iranienne est à l'horizon 2020 si tout va bien. C'est bien la raison pour laquelle G.W. Bush s'efforce de convaincre les Iraniens que les Etats-Unis ne toléreront jamais une attaque contre Israël tout en recherchant avec ses partenaires une solution non militaire. Les Américains sont d'accord avec la Russie et la Chine sur l'objectif d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Sur les moyens pour parvenir à ce but, il existe des divergences graves notamment sur l'étendue de l'embargo qu'il faudrait imposer à L'Iran.

Par la voix de la Secrétaire d'Etat, Madame Condoleezza Rice, le Président Bush a fait un pas en arrière. De l'option militaire qu'il n'avait pas exclue, l'administration américaine en vient à des propos plus conciliants. Washington accepterait que les Etats-Unis rejoignent l'Europe dans la négociation engagée, si Téhéran suspend tout enrichissement de l'uranium soupçonné d'être une couverture pour camoufler un programme d'armes nucléaires. Le ministre français des Affaires étrangères, M. Philippe Douste-Blazy, a invité ses homologues allemand, américain, britannique, chinois et russe ainsi que le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne à participer en avant-première du G 8 à Saint Pétersbourg, à une réunion de travail consacrée au dossier nucléaire iranien. Fin juin, le grand Ayatollah Kamenei, chef spirituel de la communauté Shiite d'Iran avait tranché dans le sens d'une radicalisation des positions de Téhéran. Il avait déclaré que l'Iran n'avait aucun besoin d'entamer un dialogue avec les Etats-Unis. Le drame est devenu feuilleton. La guerre du Liban en est la suite mais certainement pas la fin. L'intransigeance d'Israël ne laisse entrevoir aucune issue à court terme. Certes, l'armée libanaise s'est déployée sur la frontière du sud Liban et la force internationale, la Finul est venue la renforcer. Mais, face à l'intransigeance politique d'Israël, Téhéran maintient sa pression. La clé du conflit serait-elle à Jérusalem et à Téhéran? Momentanément suspendu, le conflit ne donne aucun signe d'essoufflement verbal. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies avait fixé le 31 août comme date butoir donnée aux Iraniens pour suspendre leurs activités d'enrichissement de l'uranium. Téhéran refuse d'obtempérer mais ne rompt pas un dialogue que les Européens s'efforcent de renouer. Dans un discours critique des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, le Président Ahmadinejad a proposé un débat télévisé avec le Président Bush sur les problèmes du monde et les moyens d'apaiser les tensions.

Jean-Claude Courdy